Depuis quelques semaines, des “bataillons” (par exemple 10 inspecteurs pour une école de 90 élèves) de l’Éducation nationale aux « pratiques scandaleuses » et inhabituelles investissent les écoles catholiques hors-contrat

08/06/2023 à 7h46



Alors que le ministre de l’Éducation a été mis en cause dans l’affaire Lindsay par les parents de la défunte adolescente de 13 ans, qui accusent aussi l’établissement et l’académie de Lille de non-assistance à personne en danger, on apprend que ces dernières semaines, des inspections massives, façon « commando », ont été diligentées… dans des écoles catholiques hors contrat.

Dans un communiqué commun publié le 3 juin dernier, la Fondation pour l’école et la Fédération des parents d’élèves des écoles indépendantes (FPEEI) font état de *« pratiques*

scandaleuses » : des arrivées surprises *« par des portes dérobées »*, des *« inspecteurs en surnombre : 10 pour une école de 90 élèves, par exemple »*, des *« fouilles de cartables »* et de casiers – d'élèves comme de professeurs – ainsi que des questions intrusives dépassant largement le périmètre scolaire : *« Avez-vous des problèmes familiaux ? »*, *« Parlez-vous de sexualité à la maison ? »*, *« En parlez-vous beaucoup ? »*, *« Supportez-vous l'uniforme ? »*, *« Cela ne vous dérange-t-il pas de ne jamais changer d'aspect ? »*, *« Avez-vous accès à Internet à la maison ? »*, *« En avez-vous assez d'être cloîtrés toute la journée sans votre téléphone ? »*… des interrogations qui ne manquent pas de sel, quand on sait que le ministre de l'Éducation, dans le drame du harcèlement de Lindsay, charge aujourd'hui les réseaux sociaux…

Le professeur d'un collège de l'Ouest parisien, interrogé par *BV*, évoque une rafale de questions vétilleuses *« dont les inspecteurs n'écoutent pas la réponse »*. Marie des Neiges Guillotel, de la FPEEI, témoigne auprès de *BV* du *« mécontentement de nombreux parents dont les enfants ont été interrogés par des inspecteurs sans leur accord, sans qu'un adulte puisse assister à l'entretien, et sur des sujets relevant en grande partie de la sphère familiale »*. Michel Valadier, président de la Fondation pour l'école, dénonce quant à lui des *« méthodes de voyou »*. Pas plus que les directeurs d'établissement il ne remet en cause, bien sûr, le bien-fondé des inspections. Déroulées dans un climat serein, ces inspections se sont souvent révélées, par le passé, constructives et positives, tient-il à préciser. Mais là, c'est d'autre chose qu'il s'agit. Il souligne les intimidations dont on fait l'objet les directeurs d'école pour que les élèves, quoique mineurs, puissent être interrogés seuls, sans présence d'un tiers ni autorisation des parents. À l'institut d'Argentré, dans l'Orne, la directrice Sylvie Biget explique avoir été menacée de voir fermer son école si elle n'obtempérait pas. Cette directrice est d'autant plus surprise que, par le passé, elle a connu des inspections tout à fait

professionnelles et neutres. La remarque candide, à l'issue, d'une fillette en classe de 5e l'a spécialement touchée : « *Ils voulaient que l'on dise que l'on était malheureux dans l'école, mais on leur a dit que ce n'était pas vrai !* »

[…]

Boulevard Voltaire

> *On apprend que ces dernières semaines, des inspections massives, façon « commando », ont été diligentées… dans des écoles catholiques hors contrat ⬇ https://t.co/Xnzch3Mirq*
>
> *— Gabrielle Cluzel (@gabriellecluzel) June 8, 2023*

Récemment

- *Lycée Averroes : Soupçons sur un inspecteur de l'Education Nationale qui aurait aidé discrètement le lycée à obtenir sa contractualisation avec l'Etat*